

Point de vue : La Turquie a sa place dans une Europe politique

lundi 16 novembre 2009, par [Michel Rocard](#), [Olivier Ferrand](#)

Par MICHEL ROCARD ancien Premier ministre, OLIVIER FERRAND président du think tank Terra Nova

On ne peut nier l'évidence : les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne provoquent un malaise en France. Mais le malaise de qui ? L'argument serait démocratique : « les Français sont contre », nous dit-on. Cela n'est pas aussi simple. Un sondage Ipsos, lors de l'ouverture des négociations en 2004, en avait donné la claire illustration. A la question « êtes-vous favorable à une adhésion de la Turquie ? », la réponse est non à 56 %. Mais à la question « si la Turquie fait les efforts politiques et économiques nécessaires, est-il possible d'imaginer son adhésion dans l'avenir ? », la réponse se renverse avec un oui à 63 %.

Le malaise ne vient donc pas de l'opinion : les Français sont ouverts à une entrée, à terme, de la Turquie. Le malaise vient des élites. Si la Turquie devient l'exutoire des inquiétudes de la population vis-à-vis de l'islam, de l'immigration et du chômage, c'est parce que trop de leaders d'opinion, jusqu'au sommet de l'Etat, à droite mais aussi à gauche, en agitent le spectre. Et que face à eux, ceux qui s'exposent pour mener la bataille publique en faveur de la Turquie se comptent sur les doigts de la main. Nos élites politiques et intellectuelles seraient-elles devenues islamophobes, ou turcophobes ? C'est tout le contraire. Leur rejet de l'adhésion turque n'est pas lié à la Turquie mais à l'Europe, à leur conception du projet européen.

Il est vrai que la Turquie pose un problème nouveau. Jusqu'ici, les élargissements de l'Union européenne concernaient des Etats appartenant au cœur de l'Europe. Intuitivement, on sait que l'Espagne, l'Autriche ou la Pologne sont européennes. On peut critiquer le rythme trop rapide de l'élargissement, mais pas son principe. Avec la Turquie, l'élargissement concerne pour la première fois un pays ne relevant pas du cœur de l'Europe mais de sa périphérie. Il pose une question de principe : la Turquie a-t-elle vocation à intégrer l'Union ? Il renvoie à un impensé de la construction européenne : quelles sont les frontières ultimes de l'Europe ?

Les élites françaises ont largement accompagné le mouvement fédéraliste européen. Elles militent pour une Europe politique. Et l'approfondissement politique de l'Europe serait incompatible avec l'élargissement à la Turquie. On peut certes douter de l'avenir de l'Europe politique. Les Européens ont peut-être raté l'opportunité historique qui s'est présentée dans les années 90, avec la dynamique insufflée par la réunification du continent européen. De négociations en négociations - Maastricht, Amsterdam, Nice, le traité constitutionnel -, ils ont échoué à faire émerger cette Europe politique. Il est à craindre que la ratification à l'arraché du traité de Lisbonne marque moins la relance du processus que le point final de cette séquence historique gâchée.

C'est le scénario du statu quo : la construction européenne s'arrête. Le projet européen se dissout dans une réalité confédérale lâche, un espace économique et juridique très intégré mais sans identité forte, une sorte de « Suisse européenne ». Une Turquie moderne y a toute sa place. En bref : si l'Europe politique est morte, rien ne s'oppose à l'adhésion de la Turquie. Une telle argumentation, nous en sommes conscients, est de nature à renforcer les fédéralistes européens dans leur rejet de la Turquie : a contrario, la Turquie ne doit pas entrer dans l'Union si on croit encore dans son avenir politique. Nous voulons au contraire démontrer ici que la Turquie a aussi sa place dans une Europe politique.

L'Europe politique est indissociable de l'existence d'une communauté des Européens, partageant une identité collective. Sur quoi repose l'identité européenne ? En aucun cas sur la religion. On entend parfois

que la Turquie musulmane ne saurait faire partie d'une Europe aux racines judéo-chrétiennes. On reproche à la Turquie d'être trop religieuse pour entrer dans l'Europe - mais ce serait l'Europe religieuse qui refuserait l'entrée de la Turquie ! Ecartons également l'identité géographique. La Turquie, asiatique à 95 %, ne pourrait pas adhérer au club du continent européen. Mais ce n'est pas la géographie mais l'histoire humaine qui façonne les frontières et le Bosphore n'en est pas une - en témoigne Istanbul, à cheval sur ses deux rives.

En réalité, une communauté humaine se définit par deux éléments : un élément passé, son histoire, le « riche legs de souvenirs » selon la formule d'Ernest Renan ; et un élément d'avenir, la volonté de vivre ensemble. De ces deux points de vue, la Turquie est pleinement européenne.

L'histoire tout d'abord. La Turquie a été la dépositaire pendant mille ans, de la chute de Rome en 476 à la prise de Byzance en 1453, de la civilisation européenne antique : l'Empire romain d'Orient. Mais en conquérant Constantinople, la dynastie ottomane ne fait pas sortir Byzance de l'Europe. L'Empire ottoman assure la continuité avec l'Empire d'Orient, il en est le légataire universel : au plan politique, avec la subordination du religieux au politique (le « césaro-papisme ») ; aux plans culturel, musical, gastronomique, d'essence néobyzantine.

Au-delà de cet héritage, la place de l'Empire ottoman au sein du Vieux Continent est une réalité. Constantinople s'est toujours projeté en Europe, fût-ce au titre de menace militaire ou d'« homme malade ». Quant à la Turquie contemporaine, depuis les réformes ottomanes du XIX^e siècle (les Tanzimat) jusqu'au kémalisme, elle s'est mise en conformité progressive avec l'évolution de l'Europe occidentale - jusque dans ses dérives nationalistes.

L'histoire européenne de la Turquie s'incarne dans son ancrage humain. Elle est en grande partie peuplée de réfugiés originaires des Balkans, de la mer Noire, de la Grèce. Les Anatoliens eux-mêmes sont les descendants lointains de peuples issus des civilisations hellénistique et romaine. L'Anatolie a ainsi de nombreuses lettres de noblesse chrétienne et abrite des hauts lieux de la catholicité, comme Ephèse, Myra, Nicée ou Antioche. Pour le dire clair, l'idée que les Turcs d'aujourd'hui sont encore des Turkmènes d'origine ouralo-altaïque, à peine descendus de leur cheval, est un non-sens absolu.

Les Turcs, par leur histoire, sont européens. Ils le sont aussi par leur volonté de vivre en Européens. Depuis la reconnaissance de la Turquie comme pays candidat à l'adhésion, en 1999, Ankara opère une métamorphose impressionnante pour se mettre à niveau européen. Un tiers de la constitution a été amendé et huit trains de réformes ont déjà été votés pour harmoniser la législation turque avec « l'acquis communautaire » ! L'identité européenne de la Turquie est bien réelle. Son adhésion ne marquerait pas un changement de nature de la construction européenne. Elle ne pourrait pas être comparée à celle du Maroc. Le royaume chérifien s'est posé en candidat virtuel, mais il se définit comme arabe, et non comme européen ou andalou. La Turquie se pense européenne.

Dès lors, la Turquie peut trouver sa place dans une Europe politique, qui veut peser dans la mondialisation. Dans le nouveau concert mondial des nations, face aux grands blocs régionaux qui se constituent autour des puissances d'aujourd'hui (Etats-Unis, Chine) et de demain (Inde, Brésil), la Turquie apportera de nouveaux atouts à l'Europe puissance. Puissance démographique, avec ses 70 millions d'habitants supplémentaires, sa jeunesse, son dynamisme démographique. Puissance stratégique, avec son rayonnement diplomatique dans le Caucase et en Asie, ainsi que ses 500 000 soldats, la deuxième armée de l'Otan. Puissance économique, avec une croissance annuelle - avant la crise - de 7 %, un rythme de « dragon asiatique » qui place déjà la Turquie devant la Bulgarie et la Roumanie en termes de richesse par habitant.

Dans la bataille pour une Turquie européenne, il ne faut pas se tromper de combat. L'obstacle est chez les décideurs politiques et intellectuels, défenseurs de l'Europe politique, pas dans une opinion islamophobe. C'est eux qu'il faut convaincre. Et c'est devant eux que nous le plaçons : la Turquie est compatible avec l'Europe politique.

Sources

Source : Libération, le 13.11.09